



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le 10 SEP. 2018

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

PE/SP

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la Région Auvergne Rhône-Alpes
Préfet du Rhône*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 171-8 ;

VU l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le Schéma d'Aménagement de Gestion des Eaux (SAGE) de l'est lyonnais ;

VU l'arrêté préfectoral du 6 janvier 1995 modifié régissant le fonctionnement des activités de la société PAREDES dans son établissement situé 1 rue Georges BESSE à GENAS ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 juillet 2011 actualisant les prescriptions réglementant les activités de la société PAREDES dans son établissement situé 1 rue Georges BESSE à GENAS ;

VU le courrier notifié à l'exploitant le 26 juillet 2018 dans le respect des dispositions de l'article L 514-5 du code de l'environnement ;

VU le rapport du 24 juillet 2018 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

CONSIDERANT qu'une visite de l'établissement, exploité à GENAS par la société PAREDES a permis à l'inspection des installations classées de constater que :

- malgré la demande du service inspection le 13/12/2010, l'exploitant n'a toujours pas fourni une étude technico-économique relative au remplacement des puits perdus par des puits d'infiltration (article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 juillet 2011 et SAGE de l'est lyonnais) ;

.../...

- les eaux pluviales de voiries et de toiture sont toujours envoyées dans des puits perdus (article 1.6.4 de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 et SAGE de l'est lyonnais) ;

CONSIDERANT que les eaux de lavage des camions sont également rejetées dans des puits perdus (article 4.2.1 de l'arrêté préfectoral du 6 janvier 1995) ;

CONSIDERANT qu'il n'existe pas de détection incendie sur le site (article 12 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017) ;

CONSIDERANT, en outre, que le fonctionnement de cet établissement dans des conditions irrégulières peut présenter des dangers et inconvénients pour l'environnement ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement et d'imposer à la société PAREDES de respecter les points susvisés de l'arrêté préfectoral du 6 janvier 1995 modifié, de l'arrêté complémentaire du 6 juillet 2011, de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 et du SAGE de l'est lyonnais ;

SUR proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1er : La société PAREDES située 1 rue Georges BESSE à GENAS, est mise en demeure :

- **dans le délai de 6 mois** de transmettre une étude technico-économique relative au remplacement des puits perdus par des puits d'infiltration en application de l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 juillet 2011 et des préconisations du SAGE de l'est lyonnais ;

- **dans le délai de 8 mois** de transmettre une étude technico-économique présentant les solutions techniques possibles pour gérer les eaux pluviales du site conformément aux préconisations du SAGE de l'est lyonnais et à l'article 1.6.4 de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 ;

- **dans le délai de 2 semaines** de cesser les rejets des eaux de lavage des camions dans les puits perdus et de les évacuer au réseau d'assainissement public et d'informer le service inspection des dispositions prises pour se mettre en conformité de l'article 4.2.1 de l'arrêté préfectoral du 6 janvier 1995 ;

- **dans le délai de 6 mois** de mettre en place une détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages telle que prévue par l'article 12 de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.

Les délais fixés ci-dessus courent à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

ARTICLE 3 : Délai et voie de recours (articles L 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

ARTICLE 4 : Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de GENAS,
- à l'exploitant.

Lyon, le

Le Préfet,
Le préfet
Secrétaire général
Préfet délégué pour l'égalité des chances

Emmanuel AUBRY

